

5-12-88

Ecoles : instits et profs entrent dans la danse

Les enseignants du primaire et du secondaire ont décidé de rejoindre le mouvement et seront présents ce matin dans le grand défilé annoncé au départ de la place Dupuy à Toulouse.

Dès la fin de la semaine dernière, les syndicats ont lancé des appels à la mobilisation, et hier matin, déjà, les premières écoles se sont mises en grève à Toulouse. C'était le cas pour Frédéric-Estebe, dans le quartier des Minimes et Viollet-le-Duc et Dupouy, dans le quartier des Pradettes.

Mais ce trio de « pionniers » va être rejoint ce matin par les dizaines d'écoles qui ont participé hier soir à une série de réunions sur le terrain.

AG mercredi

Ces rassemblements par secteur ont fait apparaître une « large mobilisation » tant sur la zone urbaine que sur l'espace rural du département.

Au groupe scolaire Hoche, dans la cité Bourbaki, par exemple, plusieurs dizaines d'instituteurs représentant les écoles du secteur nord, de Bazus à Gargas, en passant les écoles du centre ville, se sont rassemblés en fin de journée.

Une assemblée générale de l'ensemble des maîtres du primaire aura lieu mercredi à 18 heures très symboliquement dans les locaux de l'IUT, route de Narbonne.

De leur côté, les profs du secondaire étaient également en réunion, hier soir, à l'appel du SNES, au lycée Polyvalent du Mirail.

Dans la durée

D'une manière générale, le ton est à la mobilisation « dure et déterminée ». Cependant, les mots d'ordre demeurent sensiblement différents selon les syndicats qui, s'ils ont peu de divergences à la base, semblent subir les retombées des « chipotages » nationaux.

Ainsi, le Syndicat des enseignants-FEN appelle à la grève mais ne sera pas présent de manière très significative ce matin à la manifestation, préférant voir grossir le mouvement, et projetant « une manifestation nationale à Paris pour le 10 décembre par exemple ». Par contre, le Syndicat national unitaire-FSU appelle lui à « la grève générale » et mobilise ses gros bataillons dès ce matin.

Il faudra remarquer toutefois que dans tous les camps, on se prépare pour une action de longue durée. Le SE-FEN s'en est clairement expliqué en demandant aux parents de comprendre qu'il agit « avec la conviction de préserver l'avenir des jeunes ». Et même son de cloche au SNU-FSU qui a appelé hier soir à une « rencontre intersyndicale pour décider des actions à venir ».

Jean-Jacques ROUCH

Etudiants, profs et personnels reconduisent le mouvement

● Lire en page 3



On ressort les porte-voix, comme la semaine passée, comme il y a quinze jours, et comme il y a... (Photo « La Dépêche », archives)

FORUM

CFDT : « Le gouvernement doit négocier »

Certains aspects du plan Juppé, comme la question des restructurations des fonctionnaires et des agents du secteur public et nationalisé constituent le dénominateur commun à l'ensemble des grèves, mais d'autres revendications s'ajoutent.

En premier lieu, l'avenir des services publics comme la SNCF, EDF-GDF, France-Télécom, La Poste. Enfin, les questions d'emploi demeurent ; le nombre de chômeurs est toujours à la hausse.

L'inquiétude est grande et s'exprime à travers le mouvement étudiant. A tout cela, le gouvernement doit répondre par la négociation.

L'Union régionale ne cautionne en aucun cas le front du

refus contre une réforme de fond de la sécurité sociale.

Cette réforme est nécessaire. Avec nos syndicats, nous continuerons de favoriser la mobilisation en faveur d'une assurance maladie universelle, garante de la lutte contre l'exclusion, d'une participation de tous les revenus au financement de la protection sociale, d'un encadrement des dépenses de santé par un contrôle plus important des professions médicales et des groupes pharmaceutiques.

Enfin, l'Union régionale refuse la globalisation sur des objectifs non définis collectivement ainsi que la politisation des conflits.

Annie THOMAS,
Secrétaire générale CFDT.

SNEP 31 : Renforçons l'action

Le SNEP 31 appelle l'ensemble des personnels à :

— Participer massivement aux manifestations ;

— A tenir des assemblées générales dans les établissements ;

— A faire le point de la situation.

Avec le FSU, le SNEP doit faire du jeudi 7 décembre une immense journée de grève dans l'enseignement.

Le SDEN appelle au retrait du plan Juppé

Le Syndicat départemental CGT 31 de l'Education nationale (SDEN) appelle les enseignants du premier et du second degrés à développer l'action unitaire dans les établissements, en prenant des initiatives concrètes : motions, pétitions, décisions de grève avec deux axes :

— Retrait du plan Juppé ;

— Les revendications des personnels : emplois, salaires, conditions de travail, titularisation.

Le syndicat appelle à la manifestation unitaire le 5 décembre, à 10 h 30, Halle aux grains.

SE-FEN : vers une grève de longue durée

Le Syndicat des enseignants et personnels d'éducation des écoles, des collèges et des lycées, à une action de grève reconductible à partir de mardi 5 décembre au matin ou du jeudi 7 décembre, en fonction des circonstances locales.

(le 10 décembre, par exemple), d'une manifestation nationale à Paris, sur un mot d'ordre qui permette l'unité de tous : « Défense du service public, du statut des personnels, des retraites et pensions, de l'emploi et des salaires. »

Sur cette base, le Syndicat des enseignants demande à la FEN et à l'UNSA de proposer aux fédérations de fonctionnaires de faire, des 7 et 8 décembre, un temps fort dans l'action.

Il demande à la FEN et à l'UNSA de proposer aux fédérations de fonctionnaires l'organisation dans les meilleurs délais

SGEN-CFDT : grève reconductible

Le SGEN-CFDT 31 appelle à une grève reconductible à partir d'aujourd'hui mardi 5 décembre.

Il appelle, dans chaque établissement, à la mise en place

d'assemblées générales qui décideront, chaque jour, de la poursuite à donner au mouvement.

Le SGEN-CFDT 31 appelle ses adhérents à une assemblée générale, le jeudi 7 décembre, à 18 heures.

SNES-UP : revoir à la hausse...

La motion suivante a été adoptée, hier, par six mille enseignants (moins une voix d'absent) lors de la réunion initiée par le SNES-UP :

« Les personnels de l'université Paul Sabatier, considèrent que les dernières mesures budgétaires annoncées sont à mettre à l'actif du mouvement universitaire en cours et demeurent notamment en-deçà des besoins

immédiats et à moyen terme. En conséquence, ils demandent au ministre de revoir significativement à la hausse ses propositions et de s'engager sur une loi de programmation pluriannuelle. Ils décident la prolongation de la suspension des activités à l'université Paul Sabatier jusqu'à mercredi 6 décembre, à 14 heures, date et heure d'une nouvelle assemblée générale. »

SNU-FSU : Tous à la manif aujourd'hui

Les appels à la grève se multiplient, de nombreuses écoles se mettent en grève dès aujourd'hui, le mouvement s'élargira dès demain.

Le SNUipp 31 a appelé à engager la grève générale dans les écoles et a déposé un préavis de grève à partir du lundi 4 décembre.

Il appelle à accélérer la prise des décisions et à décider au plus vite la grève dès le mardi 5 décembre.

Il appelle l'ensemble des personnels à participer massivement à la manifestation unitaire, le mardi 5 décembre à 10 h 30, place Dupuy à Toulouse, avec les autres salariés en lutte.

Les IATOS dans l'action

Le syndicat CGT se félicite de l'appel national lancé par les fédérations FSU, UNSA (Agriculture et SNPTES) et FO à poursuivre et amplifier l'action pour faire céder le gouvernement sur les objectifs qu'elles se sont fixés, notamment à partir de réalités de la situation des person-

nels de la fonction publique en matière de : services publics, statut, retraite, emploi, salaires...

Le syndicat CGT de l'UTM reprend à son compte l'appel lancé à manifester dans l'unité la plus large mardi 5 décembre, à 10 h 30, devant la Halle aux grains (place Dupuy).

L'HOMME DU JOUR

Joseph Bellanca, la patron de FO en première ligne

Joseph Bellanca est au « petit père » Gendre, ce que Marc Blondel est à André Bergeron : la nouvelle génération du syndicalisme.

Le voilà en tout cas, en première ligne, « servi » par l'actualité. Merci Juppé.

Nouveau, le secrétaire général de l'union départementale des syndicats Force Ouvrière, n'est pas un bleu. Elu le 10 mars 95, Joseph Bellanca — 47 ans tient sa première carte FO de 1969 ; et tire son expérience de 1984, quand il accède au secrétariat national de la fédération EDF-GDF. Bonne école.

La méthode Bellanca ? « On est moins frileux ». Effectivement FO dans la rue en a défrisé plus d'un. Mais il n'y a pas de secret : les adhérents, on les fait sur le pavé des luttes. Et à la manif quand il faut. Sur le terrain de la CGT s'il le faut. Mais point trop n'en faut.

Cette semaine est, de son propre aveu, « la plus dure en intensité » qu'il aura à conduire. « Nous ne voulons pas dissocier la protection sociale de la question des retraites ; nous exigeons une discussion générale, et qui ne laisse pas de côté le privé », dira le leader FO.

Toulouse ville morte ?

« Le gouvernement oppose des catégories de citoyens », Joseph Bellanca accuse ici « les



Joseph Bellanca (Photo « La Dépêche »)

apprentis sorciers, qui prendraient la responsabilité d'organiser des contre-manifestations ».

A l'inverse, Force Ouvrière rêve d'une journée « Toulouse ville morte », où les commerçants « que l'on a voulu dresser contre les manifestants » rentreraient dans le mouvement avec leurs légitimes revendications. Une rencontre-débat, d'ailleurs initiée à « La Dépêche du Midi », envisageait « un nouveau type de manifestations ». Juppé voulait deux millions de personnes dans la rue ? « Toulouse à elle seule pourrait alors lui en fournir 700 000 ! » dit Joseph Bellanca.

G. E.

Echauffourées place du Capitole

Bousculades, jets de bouteilles, grenades lacrymogènes, policiers légèrement blessés : la place du Capitole a eu un accès de fièvre hier après-midi.

Gardes mobiles protégés par des boucliers, prenant position aux abords de la place du Capitole, jeunes garçons et filles, le bus du visage masqués par des foulards, lançant des bouteilles ou tout ce qui leur tombait sous la main contre la porte et les murs de la mairie, mères de familles, les bras chargés de paquets, l'air inquiet, puis paniquées... Mouvements de foule, bousculades.

En début d'après-midi, jeudi, la place la plus célèbre de Toulouse a vécu quelques instants chauds, très chauds. Un chassé croisé de délégations et de contremanifestants avec deux fonctionnaires de police légèrement blessés.

A 14 heures, des délégations du Front national et de commerçants se rendaient à la mairie

pour remettre une pétition à Dominique Baudis, ils étaient reçus par le secrétaire général. Aussitôt un groupe arborant des panneaux « l'exclusion, c'est le chômage et le racisme » essayait aussi de rentrer dans l'Hôtel de ville dont les portes avaient été fermées. C'est alors que deux policiers qui « protégeaient » l'entrée ont été atteints par les projectiles.

Le visage des mauvais jours

Dans un communiqué la mairie affirme que le FN n'avait aucun rendez-vous avec la municipalité et que si les délégations ont été reçues par le secrétaire général, leur visite n'était pas prévue.

Cette bousculade musclée a fait fuir un autre groupe de mé-

contents. Il s'agit des « docteurs » de la Confédération des syndicats de médecins français qui avaient programmé une rencontre avec les Toulousains, justement place du Capitole, de 14 heures à 16 heures. Ils commençaient à peine à installer leurs tréteaux quand le FN et les « Ras l'Front » se sont emparés de la place, déjà très occupée par les ordures parfois calcinées. Les médecins ont organisé un rapide repli pour « éviter tout risque à la population et l'amalgame entre les différentes manifestations ». Une charge des gardes mobiles et trois grenades lacrymogènes ont fait reculer manifestants et contremanifestants... qui ont continué à tourner, visages masqués dans les rues aux abords de la mairie... tandis que les forces de police restaient en position aux abords du jardin qui n'avait pas retenu la neige... Toulouse avait le visage des mauvais jours.

J. E.-B.

Les bus aujourd'hui

Jeudi 14 décembre. — Le service métro a fonctionné normalement, de 5 heures à 0 h 30. Le service bus a été très fortement perturbé par des grévistes qui bloquaient la sortie des dépôts bus Atlanta et Langlade.

Les prévisions pour aujourd'hui. — Le trafic bus risque d'être perturbé de 5 h 30 à 8 h 30. Nous recommandons aux Toulousains de prendre certaines mesures avant leurs déplacements. Se renseigner auprès de la Semvat : allô ! Semvat, tél. 61.41.70.70, dès 6 heures le matin.

Pour les déplacements au centre ville, utilisation du métro (les parkings Semvat sont disponibles aux stations Basso-Cambo, Arènes, Marengo et Jolimont).

« Juppéthon 31 » : 1636 signatures

La pétition « pour le retrait du plan Juppé, pour la défense du service public et la protection sociale » poursuit son envolée, affirme ses instigateurs.

Jeudi après-midi, le compteur à signature en affichait déjà 1636.

Une opération est prévue ce vendredi à la sortie du métro Reynier.

Contact à Toulouse : CSF, 49, rue de la République.

Instituteurs en grève

Le comité de grève des instituteurs en grève péjorative, à la suite de l'article paru dans « La Dépêche du Midi » du 13 décembre, que, depuis le 8 décembre, les instituteurs en grève pour le retrait du plan Juppé ne sont dotés d'un comité de grève composé de syndiqués (SDEN-CGT, SNUIPP-FSU, SE, SNUDI-FO, SGEN-CFDT), de non syndiqués et d'un représentant par syndicat de droit. Elu en assemblée générale, sa représentativité s'appuie également sur le contact avec de très nombreuses assemblées de secteurs.

C'est parce que nous tenons à

l'unité du mouvement et à notre indépendance vis-à-vis de tel ou tel syndicat et parce que nous voulons une structure qui doit refléter exactement les revendications des grévistes, que nous nous sommes organisés en comité de grève.

C'est ce comité de grève et non la FSU qui a préparé, appelé et tenu l'assemblée générale qui a reconduit la grève jusqu'à samedi matin. C'est également lui qui appelle à la prochaine assemblée générale, vendredi 15 décembre, à 14 h 30, à l'université Toulouse-Le Mirail.

Manifestation d'AC



Une cinquantaine de membres du mouvement AC (Agir ensemble contre le chômage) a reçu hier après-midi le soutien actif de salariés postiers, enseignants, agents préfectoraux, pour occuper une agence de l'ANPE à Toulouse. Il s'agissait, pour les manifestants, de déposer auprès du directeur régional, une pétition réunissant plus de 10.000 signatures, protestant contre « la brutalité de l'intervention policière, vendredi dernier, pour évacuer de l'agence de Foix des chômeurs qui y avaient élu domicile la veille, contre les coupures de courant, et pour obtenir des logis pour les sans abri ». On a dénombré cinq blessés, parmi lesquelles une jeune femme enceinte. Le directeur ré-

gional de l'ANPE, venu après quelque temps à la rencontre des « envahisseurs », a confirmé qu'il avait donné son accord pour que les forces de l'ordre interviennent, compte tenu du fait que les occupants de Foix avaient reçu du préfet un calendrier de négociation sur leurs revendications, « mais pas dans un futur immédiat », commente AC.

Les militants d'AC, qui estiment que « l'ANPE est aux chômeurs ce que l'entreprise est aux salariés, le lieu de rattachement social », rencontreront à nouveau le directeur régional, lundi, en fin d'après-midi, afin d'obtenir dans les agences « des espaces de réunion, et d'information ».

Le point sur les grèves

Banques. — Aujourd'hui, mouvement de grève national dans le secteur bancaire. Avec, à Toulouse, manifestation à partir de 9 h 30, boulevard Lascrosses, devant le siège régional de l'Association française des banques.

Comité de grève du conseil général (FO, CFDT, CGT et non syndiqués). — Depuis le mardi 5 décembre, dans l'unité, nous sommes engagés dans la grève pour le retrait du plan Juppé et nous sommes de plus en plus nombreux à participer aux manifestations.

Parallèlement à la force grandissante de l'exigence du retrait du plan Juppé, montent fort dans les manifestations des exigences revendicatives de salaires, d'emploi, de réduction du temps de travail, de conditions de travail, de libertés, de respect de la dignité, de développement du service public.

L'assemblée générale, hier, a voté la reconduction de la grève. Ne baissons pas les bras, amplifions notre action pour ga-

ner. Mobilisons-nous massivement, grévistes et non-grévistes pour la manifestation unitaire samedi 16 décembre, à 13 h 30, allées Jean-Jaurès.

Equipement (CFDT, CGT). — 65 % de grévistes depuis le mardi 5 décembre. Les actions et démarches se poursuivent auprès du ministère pour l'ouverture de négociations sur les problèmes catégoriels et le déve-loppement du service public.

Aujourd'hui, préparation de la mobilisation pour une participation massive aux manifestations demain, à Toulouse et à Saint-Gaudens.

PTT (CFDT). — Le Premier ministre a décidé de convoquer une table ronde sociale avec pour sujet l'emploi et la réduction du temps de travail. La négociation va s'ouvrir. Sur ce sujet, nous avons deux revendications fortes que nous voulons voir aboutir :

— Non aux suppressions d'emplois, non à la précarité de l'emploi dans les services publics ;

— Réduction massive du temps de travail par une loi cadre sur les trente-deux heures par semaine.

La CFDT PTT 31 mettra en avant deux mots d'ordre forts :

— Non à la privatisation et à l'ouverture de capital de France Télécom.

— Oui à une vraie réforme de la Sécu pour une protection sociale de haut niveau.

De plus, pour augmenter notre rapport de force, nous appelons les postiers et les télécommunicants à participer à la manifestation unitaire, demain, à Toulouse.

La direction départementale de la Poste communique : La situation dans les services postaux de la Haute-Garonne fait apparaître, ce jeudi 14 décembre, un taux de 81 % d'agents présents au travail tous services confondus.

Les établissements de l'agglomération toulousaine restent les plus affectés par le mouvement, même si l'on note 71 % de facteurs présents au travail.

Le courrier est acheminé et

distribué au mieux des conditions d'exploitation. Depuis deux jours, la presse parisienne est à nouveau acheminée et distribuée, de même que le courrier intradépartemental.

Les agents municipaux syndiqués (CGT, CFDT, UECT) et non syndiqués, en grève depuis plus de dix jours, ont reconduit celle-ci.

Ils réaffirment leur opposition au plan Juppé et exigent toujours son retrait.

Les agents grévistes tiennent à préciser qu'en cas de neige ils prendront leur responsabilité en assurant la sécurité des usagers et des Toulousains.

Avec l'ensemble des travailleurs en lutte, les agents territoriaux se battent pour une société plus juste pour tous, salariés du public et du privé, chômeurs et retraités, étudiants, précaires, exclus. Ils appellent à rejoindre massivement la manifestation qui partira des allées Jean-Jaurès ce samedi.

Cheminots CFDT. — Après vingt et un jours de grève, la dé-

termination des cheminots en lutte n'a pas faibli. Toutes les assemblées générales des grévistes toulousains ont reconduit la grève pour vingt-quatre heures.

Nous sommes toujours en attente d'informations venant du ministère des Transports. Informations qui doivent préciser les propositions du gouvernement faisant suite à la rencontre du 12 décembre entre les organisations syndicales et le médiateur, M. Manérol.

D'ores et déjà, la CFDT appelle à la grande manifestation du samedi 16 décembre, à 14 heures. Car au-delà des revendications propres aux cheminots, le retrait du plan Juppé concernant la Sécurité sociale est plus que jamais d'actualité.

D'autre part, les propos de Nicole Notat, appelant à la reprise du travail, n'ont pas lieu d'être, surtout après s'être exprimée comme elle l'a fait depuis le début de notre conflit, toujours à contre-courant et sans avoir participé au mouvement social en cours.



Enseignement : l'action à partir de mardi ou de jeudi ?



Réunion des secrétaires des sections du SNES au lycée rive gauche du Mirail. (Photo « La Dépêche », Bordi)

Faut-il démarrer la grève dès aujourd'hui ou « faire du jeudi 7 décembre une immense journée de grève unitaire dans l'enseignement en recherchant toutes les convergences avec les autres fonctionnaires et les étudiants ? » Voilà en résumé la question que se sont posés les secrétaires des sections du SNES (syndicat national des enseignants du second degré), réunis lundi, au lycée rive gauche du Mirail.

Pour certains établissements, la cause est déjà entendue et votée en assemblée générale depuis hier : au lycée rive gauche du Mirail, c'est la grève reconductible dès aujourd'hui, avec présence sur le pavé à 10 heures devant la Halle aux grains.

Dans d'autres établissements, les enseignants préfèrent attendre jeudi pour entrer dans la ronde des grévistes.

Au programme, dans les lycées et collèges de Toulouse et de son agglomération aujourd'hui : assemblée générale dès le matin, distribution de tracts aux familles et aux élèves. Au collège de la Reynerie, les enseignants envisagent une autre manière pour exprimer leur contestation. « Dans certains établissements, laisser provisoirement les élèves sans cours n'est pas important. Mais chez nous, nous accueillons une population marginalisée. Nous réfléchissons donc à une forme de grève sur le terrain. Pourquoi pas une grève administrative des notes ? »

Une chose est certaine, dans tous les établissements aujourd'hui, les enseignants qui ne sont pas encore en grève régleront leur emploi du temps au rythme des assemblées générales. En attendant jeudi prochain...

K. A.

Routiers : décision demain

Les fédérations syndicales CFDT, FO, CGT, FNCR des transports réunies hier constatent que l'objectif de transparence des bulletins de paye permettant le décompte et le paiement de tous les temps de travail est détourné par une grande partie du patronat, alors que celui-ci permet la réduction du temps du travail.

Les fédérations signataires exigent : l'ouverture d'une négociation sur la protection sociale et, en particulier, l'obtention de la retraite à 55 ans à taux plein pour les chauffeurs et les salariés effectuant des travaux pénibles ; la retraite calculée sur la base de 37,5 annuités ; pour les routiers voyageurs, l'ouverture d'une négociation permettant l'arrêt de tous les abus constatés, une revalorisation de la profession et la suppression des emplois précaires (temps partiel, contrat à durée déterminée).

Accord de branche

Dans l'immédiat, les fédérations signataires exigent : la négociation d'un accord de branche afin de mettre en œuvre dans le transport l'accord sur la cessation d'activité volontaire pour la création d'emploi.

Les fédérations appellent au débrayage à compter du mercredi 6 décembre, dans les entreprises. Les fédérations syndicales CFDT, FO, CGT, FNCR de Midi-Pyrénées appellent les salariés du transport routier marchandises, voyageurs et déménagements à se rassembler le mercredi 6 décembre, à 11 h 30, au centre routier de Fondyre pour décider ensemble de l'organisation d'une action immédiate.